

[Text]

On fait face à des difficultés. On doit faire face à une mondialisation des marchés. On doit faire face à une concurrence accrue des pays étrangers sur nos marchés québécois ou même sur les marchés qu'on exploite traditionnellement.

Il y a donc un aspect de la rationalisation qui implique des fermetures et des réalignements d'usines pour ajouter de la valeur, mais la rationalisation implique aussi toute une structure de commercialisation des produits québécois sur les marchés québécois et sur les marchés étrangers. Vous aurez sans doute l'occasion d'entendre mes collègues vous parler ce matin de cet aspect. Je peux simplement vous dire que nous sommes en train d'examiner avec les industriels le programme fédéral mis en place.

L'équipe que j'ai l'honneur de diriger, soit l'Association québécoise de l'industrie et de la pêche, représente une trentaine d'industriels québécois sur une possibilité de 40. Je représente actuellement les industriels qui produisent près de 92 p. 100 de tous les produits transformés au Québec. J'ai eu l'occasion de rencontrer ces industriels en octobre, et j'aurai l'occasion de le faire à nouveau dès le début de l'année 1991 pour revoir avec eux l'ensemble des interventions et politiques gouvernementales mises en place pour le secteur québécois des pêches.

Comme industrie, on ne peut que souhaiter la concertation, non seulement entre l'industrie et le gouvernement fédéral, non seulement entre l'industrie et les pêcheurs, mais également entre les différentes instances gouvernementales qui ont des programmes similaires et qui doivent se fixer un même objectif, celui de soutenir l'industrie en période de crise et de lui permettre de développer à long terme une structure qui lui donnera la possibilité de poursuivre ses activités de façon rentable.

On ne souhaite que la concertation, évidemment. En tant qu'intervenants majeurs dans l'industrie québécoise des pêches, on cherche à voir ce qu'impliquent toutes ces politiques gouvernementales. Dans un souci commun de rentabilité de nos usines, on pourra faire des recommandations quant au programme provincial et quant au programme fédéral en vue de moduler les deux, afin que l'industrie québécoise puisse en tirer un bénéfice certain.

Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Picard.

M. LeBlanc (Cap-Breton Highlands—Canso): Je voudrais remercier les témoins d'être venus aujourd'hui.

• 0955

Je viens de la Nouvelle-Écosse, de l'Île du Cap-Breton. Je me préoccupe entre autres de Chéticamp, un centre de pêche sur l'Île du Cap-Breton. Je pense que vous connaissez la pêche qui se fait à Chéticamp, sur l'Île du Cap-Breton. Je connais moins bien la pêche qui se fait chez vous, et je voudrais d'abord avoir des précisions. Je poserai ensuite quelques questions de politique.

Chez vous, est-ce que la pêche se fait essentiellement à l'intérieur du golfe, à l'entrée du fleuve Saint-Laurent?

M. Picard: Ils pêchent essentiellement dans le golfe Saint-Laurent.

[Translation]

We are faced with difficulties such as the globalization of markets and increased competition from foreign countries on the Quebec market and even on markets we have always exported to.

One form of rationalization, then, involves closures and plant realignments for added value, but there is another, whereby a marketing system would be set up for Quebec products on domestic and foreign markets. You will probably have the opportunity to hear my colleagues comment on that this morning. We are currently studying the federal program that is in place with entrepreneurs.

The team that I have the honour of leading, the Association québécoise de l'industrie de la pêche, represents some 30 Quebec entrepreneurs out of a possible 40. I represent entrepreneurs who produce almost 92% of all products processed in Quebec. I was able to meet with these entrepreneurs in October, and will be meeting with them again early in 1991 to review government policies and measures affecting the Quebec fishing industry.

The industry can only hope that consultations will take place not only between it and the federal government, and not only between the industry and the fishermen, but also between the various levels of government, which have similar programs in place and which must set a common goal. Their goal is to support the industry in times of crisis and put in place over the long term a structure which will enable it to operate cost-effectively.

Obviously we are hoping for consultations. As major players in the Quebec fishing industry, we are trying to determine what these government policies will mean. In the interests of profitability, we might recommend that the provincial and federal programs be adapted so that the Quebec industry does benefit from them.

Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Picard.

Mr. LeBlanc (Cape Breton Highlands—Canso): I would like to thank you the witnesses for appearing today.

I come from Nova Scotia, from Cape Breton Island. One of the places I am concerned about is Chéticamp, a fishing centre on Cape Breton Island. I think you know the fishery that is done off Chéticamp, on Cape Breton Island. I know less about the fishery in your area, and I would like to begin by asking you for some specifics. Afterwards, I will have a few questions involving policy.

In your area, do the fishermen fish mostly in the Gulf, at the mouth of the St. Lawrence?

Mr. Picard: Most of the fishing is done in the Gulf of St. Lawrence.